

Le Premier Ministre

Paris, le 31 juillet 2019

N° 6102/SG

Le Premier ministre

à

Mesdames et messieurs les secrétaires généraux des ministères

Mesdames et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les préfets de département

Mesdames et messieurs les directeurs généraux d'agence régionale de santé

Mesdames et messieurs les délégués départementaux d'agence régionale de santé

Mesdames et messieurs les recteurs d'académie

Mesdames et messieurs les directeurs académiques des services de l'Éducation nationale

Objet: Circulaire relative à la campagne 2019-2020 de l'opération « 30 000 stages pour les élèves de troisième des quartiers prioritaires »

Le stage d'observation d'une semaine, obligatoire en classe de 3ème, est en général le premier contact de l'élève avec le monde du travail. Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les collégiens et leurs familles ne bénéficient pas toujours de réseaux pour trouver une entreprise ou une administration d'accueil pour l'effectuer.

Face à ce constat, le président de la République a fixé l'objectif de pouvoir leur proposer 30 000 offres de stage de qualité, cet objectif étant porté à parts égales par le secteur public et le secteur privé.

Lors de la campagne 2018-2019, la mobilisation des administrations et des entreprises volontaires, notamment dans le cadre du pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE), a permis de collecter plus de 33 000 offres de stages sur la plateforme www.monstagedetroisieme.fr mise en place par le Gouvernement et accessible aux élèves des collèges REP+. Parmi ces 33 000 offres, moins de 10 000 ont été pourvues. L'objectif principal pour la nouvelle campagne est de mettre en adéquation l'offre et la demande afin qu'un plus grand nombre d'élèves puissent effectivement bénéficier de cette opportunité.

La présente circulaire précise les modalités de déploiement du dispositif pour l'année scolaire 2019-2020, qui s'appuiera sur quatre axes: (1) la réaffirmation de l'objectif de 30 000 stages; (2) une version améliorée de la plateforme; (3) la déconcentration de crédits aux 28 départements faisant face aux plus forts enjeux; (4) les modalités d'animation et de suivi aux différents échelons.

I. L'objectif de 30 000 offres de stages réaffirmé

L'objectif de 30.000 stages, porté à parts égales par le secteur public et par le secteur privé, est reconduit avec des cibles déclinées par département (la fongibilité étant possible au niveau régional) et par administration centrale selon des modalités identiques à celles de l'an dernier.

Les préfets de département et les secrétaires généraux des ministères indiqueront au Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) le nom du référent « stage de troisième » au sein de leur administration d'ici le 1er septembre 2019 à l'adresse suivante: monstagedetroisieme@cget.gouv.fr.

Les préfets de département, avec l'aide des délégués départementaux des agences régionales de santé et des directeurs académiques des services, identifieront dans les services de l'État et de ses opérateurs un nombre de stages au moins égal à l'objectif fixé dans l'annexe 1 et s'assureront qu'ils sont remontés sur la plateforme www.monstagedetroisieme.fr, pour le 1^{er} octobre 2019. Les secrétaires généraux des ministères identifieront dans leurs services un nombre de stages au moins égal à l'objectif fixé dans l'annexe 2 selon le même calendrier. Les offres de stages doivent répondre aux objectifs et modalités figurant en annexe 3.

Les préfets de région et de département contribueront, en particulier par l'intermédiaire des directions régionales des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), à l'alimentation de la plateforme en offres de stage. Ils mobiliseront à cette fin leurs partenaires dans le tissu entrepreneurial et auprès des organismes consulaires ainsi que les entreprises signataires du PAQTE ou engagées dans le déploiement du plan « 10 000 entreprises pour l'inclusion et l'insertion professionnelle ».

Les recteurs mobiliseront leurs réseaux en relation avec des entreprises (comités locaux éducation économie et pôles de stages principalement) pour qu'ils incitent les entreprises avec lesquelles ils travaillent à déposer des offres sur la plateforme nationale.

II. Une version améliorée de la plateforme www.monstagedetroisieme.fr avec des offres accessibles pour tous les élèves de troisième des collèges classés en réseau d'éducation prioritaire (REP + et REP)

Les offres de stage pour la prochaine campagne peuvent être déposées dès à présent sur la plateforme dédiée www.monstagedetroisieme.fr. Ce portail vise à assurer la diffusion des offres de stages du secteur public et du secteur privé auprès des collèges inscrits dans un réseau d'éducation prioritaire (REP + et REP) et à fournir une information générale sur les stages de troisième à l'attention des élèves, de leurs parents et des équipes éducatives ainsi que des entreprises privées et des administrations.

La version améliorée de la plateforme sera opérationnelle dès la rentrée scolaire afin d'intégrer de nouvelles fonctionnalités. Chaque administration pourra rattacher les stages qu'elle dépose à son ministère de tutelle ; chaque entreprise signataire du PAQTE pourra rattacher ses offres de stage au groupe auquel elle appartient. Ces informations permettront de produire des statistiques consolidées et adaptées aux besoins de chaque utilisateur.

La nouvelle version fera du principal de collège le pivot du dispositif et lui permettra de suivre l'ensemble des élèves de son établissement, de même que les professeurs principaux pourront suivre ceux de leur classe.

Les stages s'adressent en priorité à destination des élèves de troisième des collèges classés en réseau d'éducation prioritaire renforcée (REP+). Afin de permettre que le maximum de stages soient pourvus, la plateforme sera également accessible dès le début de la campagne aux élèves de troisième des collèges classés en réseau d'éducation prioritaire (REP). Des dérogations seront possibles pour intégrer des collèges situés hors REP mais accueillant des élèves habitant dans les quartiers prioritaires, à condition d'obtenir l'accord de la préfecture et des services académiques de l'Education nationale.

III. La collaboration avec les associations et la déconcentration de 330 000€ de crédits aux 28 départements faisant face aux plus forts enjeux

Le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales reconduit le partenariat avec cinq associations nationales pour abonder l'offre de stages sur la plateforme et développer des méthodes innovantes comme les stages collectifs. Il s'agit des associations JoblRL, Le réseau, Un stage et après, Tous en stage et Viens voir mon taf.

Par ailleurs, afin de tenir compte de l'expérience de la première campagne, chaque préfecture désignera le ou les partenaires associatifs de leur choix afin qu'ils contribuent à abonder l'offre de stages du secteur privé et qu'ils appuient les équipes pédagogiques dans le travail d'intermédiation entre les élèves et les organismes d'accueil. Les associations sont particulièrement attendues sur leur capacité à accompagner les organismes d'accueil dans la préparation de la séquence d'observation, à évaluer la qualité des stages proposés et à faire le lien entre l'élève et son établissement, d'une part, et la structure d'accueil, d'autre part.


Les départements ayant un objectif de stages publics et privés supérieur à 300 (hors Paris) bénéficieront de crédits supplémentaires, avec des enveloppes allant de 8 000 à 30 000 €, tenant compte des objectifs fixés et avec une attention particulière pour l'Outre-mer.

IV. L'animation et le suivi du dispositif

Une instruction spécifique des ministères de l'éducation nationale et de la jeunesse et de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales précisera les modalités d'animation et de suivi du dispositif aux différents échelons: national, territorial et de proximité.

Il est réaffirmé que ce plan global de « 30 000 stages de qualité » pour les élèves des REP et REP+ vient en appui de l'action des collèges, des élèves, de leurs familles et des structures accueillantes. Il convient en particulier de veiller à ce que dans un même bassin pédagogique, les établissements concernés veillent autant que possible à ne pas organiser leurs séquences d'observation sur la même semaine afin de mieux répartir les offres de stage dans le temps.

Je vous remercie pour votre implication pour la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif pour l'année scolaire 2019/2020.


Edouard PHILIPPE

ANNEXE 1 : OBJECTIFS DE STAGES PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT

Territoire	Objectif de stages total par territoire	<i>Dont objectif de stage public par territoire</i>	<i>Dont objectif de stage privé par territoire</i>
Auvergne-Rhône-Alpes	2782	1391	1391
AIN	284	142	142
ALLIER	88	44	44
DROME	48	24	24
ISERE	162	81	81
LOIRE	202	101	101
PUY-DE-DOME	298	149	149
RHONE	1600	800	800
SAVOIE	100	50	50
Bourgogne-Franche-Comté	440	220	220
COTE D'OR	54	27	27
DOUBS	316	158	158
TERRITOIRE DE BELFORT	70	35	35
Bretagne	82	41	41
ILLE-ET-VILAINE	82	41	41
Centre-Val de Loire	766	383	383
CHER	60	30	30
EURE-ET-LOIR	174	87	87
INDRE	66	33	33
INDRE-ET LOIRE	120	60	60
LOIR-ET-CHER	160	80	80
LOIRET	184	92	92
Corse	50	25	25
HAUTE-CORSE	50	25	25
Grand Est	2764	1382	1382
ARDENNES	184	92	92
AUBE	174	87	87
BAS-RHIN	500	250	250
HAUT-RHIN	836	418	418
HAUTE-MARNE	68	34	34
MARNE	370	185	185
MEURTHE-ET-MOSELLE	108	54	54
MEUSE	64	32	32
MOSELLE	382	191	191
VOSGES	76	38	38
Guadeloupe	76	38	38
GUADELOUPE	76	38	38
Guyane	1200	600	600
GUYANE	1200	600	600
Hauts-de-France	4919	2460	2460
AISNE	424	212	212
NORD	2500	1250	1250

OISE	610	305	305
PAS-DE-CALAIS	1008	504	504
SOMME	376	188	188
Île-de-France	6833	3416	3416
ESSONNE	718	359	359
HAUTS DE SEINE	250	125	125
PARIS	332	166	166
SEINE-ET-MARNE	412	206	206
SEINE-SAINT-DENIS	3372	1686	1686
VAL-D'OISE	862	431	431
VAL-DE-MARNE	294	147	147
YVELINES	594	297	297
La Réunion	934	467	467
LA REUNION	934	467	467
Martinique	202	101	101
MARTINIQUE	202	101	101
Mayotte	588	294	294
MAYOTIE	588	294	294
Normandie	1142	571	571
CALVADOS	60	30	30
EURE	180	90	90
MANCHE	80	40	40
ORNE	64	32	32
SEINE-MARITIME	758	379	379
Nouvelle Aquitaine	722	361	361
CHARENTE	102	51	51
CHARENTE-MARITIME	106	53	53
CORREZE	84	42	42
GIRONDE	240	120	120
HAUTE-VIENNE	76	38	38
VIENNE	112	56	56
Occitanie	1970	985	985
GARD	504	252	252
HAUTE-GARONNE	356	178	178
HERAULT	748	374	374
PYRENEES-ORIENTALES	362	181	181
PACA	3794	1897	1897
ALPES-MARITIMES	364	182	182
BOUCHES-DU-RHONE	2662	1331	1331
VAR	280	140	140
VAUCLUSE	488	244	244
Pays de la Loire	734	367	367
LOIRE-ATLANTIQUE	304	152	152
MAINE-ET-LOIRE	110	55	55
MAYENNE	76	38	38
SARTHE	244	122	122
Total	30000	15000	15000

**ANNEXE 2 : OBJECTIFS DE STAGES PUBLICS RECENSES PAR LES SECRETARIATS
GENERAUX DES ADMINISTRATIONS CENTRALES
(CONTRIBUTION A L'OFFRE DE STAGES EN ILE DE FRANCE)**

Europe et affaires étrangères	100
Agriculture et alimentation	100
Culture	150
Armées	250
Transition écologique et solidaire	100
Ministères économiques et financiers	130
Education nationale, enseignement supérieur	100
Intérieur	230
Justice	100
Services du Premier ministre	30
Ministères sociaux	210
Total	1500

ANNEXE 3 : OBJECTIF ET MODALITES D'ORGANISATION D'UN STAGE DE QUALITE

L'objectif de ce stage, d'une durée de cinq jours, appelé «séquence d'observation» est d'offrir une première immersion dans un milieu professionnel suivant le programme d'enseignement : observation du fonctionnement d'une organisation et découverte des métiers à différents niveaux de qualification.

Ainsi, l'offre d'un stage de qualité doit permettre d'enrichir leur culture générale en leur faisant découvrir:

- un environnement différent du milieu scolaire ;
- les réalités d'une activité professionnelle, favorisant la projection dans leur avenir professionnel;
- les compétences et le savoir-être nécessaires à l'exercice de différents métiers;
- une expérience professionnelle pour les aider à construire leur projet d'orientation.

Il est aussi l'occasion pour les élèves d'échanger, hors du contexte familial ou scolaire, avec des acteurs des services publics sur leur parcours, leurs expériences et leurs aspirations respectives. Le stage d'observation pourra donner lieu à une visite de l'ensemble des services de la structure.

L'attention des ministères, tant au niveau central que déconcentré, ainsi que des établissements publics de l'Etat et des établissements publics de santé et médico-sociaux, est appelée sur l'organisation d'une offre de stage de qualité en termes d'accueil et de connaissances apportées.

Ces éléments sont à rappeler également aux entreprises proposant des stages.

Modalités pratiques d'organisation des stages :

Les entreprises et les administrations publiques pourront proposer des offres de stages individuels et collectifs (accueil la même semaine de plusieurs stagiaires).

Les entreprises et administrations peuvent aussi déposer de stages réservés à un ou plusieurs établissements avec lesquels ils auraient conventionnés.

Les entreprises et administrations sont vivement invitées à déposer une ou plusieurs offres pour plusieurs semaines afin de favoriser les candidatures d'élèves issus de plusieurs collèges.

En outre, les administrations et les entreprises qui accueillent les élèves doivent être en mesure de les convier à déjeuner ou de leur proposer un tarif préférentiel au sein de leurs restaurants collectifs. Lorsque cela n'est pas possible, elles veilleront à prévenir les élèves lors de la signature de la convention de stage.

Les horaires de présence de l'élève ne doivent pas dépasser 7 heures par jour pendant 5 jours.

Les stages pourront être proposés de mi-octobre 2019 à fin avril 2020.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Éducation Nationale
et de la Jeunesse

Ministère de la Cohésion des
Territoires et des Relations avec les
Collectivités Territoriales

Ville et Logement

**Note technique du 24 juillet 2019
relative à l'accueil de 30 000 stagiaires de classe de troisième des réseaux d'éducation prioritaire
renforcés en séquence d'observation dans les secteurs privé et public**

NOR : LOGV1920993N

(Texte non paru au journal officiel)

Le Directeur général de l'Enseignement scolaire,

**Le Commissaire général délégué à l'égalité des territoires,
Directeur de la Ville et de la cohésion urbaine**

à

Pour attribution :

Préfets de région
Recteurs d'académie
Préfets de département
Directeurs académiques des services de l'Éducation nationale

Pour information :

Secrétariat général du Gouvernement
Secrétariat général du MTES et du MCTRCT

Résumé : La présente instruction précise les modalités de prise en main de la nouvelle plateforme destinée à permettre aux élèves des collèges REP et REP+ de réaliser une séquence d'observation en milieu professionnelle de qualité.

Catégorie : Directive adressée par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.	Domaine : Ville
Type : Instruction du gouvernement et /ou Instruction aux services déconcentrés <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Mots clés liste fermée : Enseignement, éducation et sciences techniques	Mots clés libres : éducation, politique de la ville, découverte de l'entreprise, rectorats, préfetures, partenariats éducatifs...
Texte (s) de référence : <ul style="list-style-type: none"> - Code de l'éducation, article D 331-1 à D 331-9 et article D 332-14, - Circulaire MENE0301440C n°2003-134 du 8 septembre 2003 relative aux modalités d'accueil en milieu professionnel d'élèves mineurs de moins de seize ans, - Circulaire SG N°6027 du 17 juillet 2018 relative à l'accueil de 15 000 stagiaires de classe de troisième issus des réseaux d'éducation prioritaire renforcées dans les services et établissements de l'État et du secteur public hospitalier. 	
Circulaire(s) abrogée(s) : aucune	
Date de mise en application : immédiate	
Pièces annexes : 2 Annexe 1 : Modalités techniques de prise en main de la plateforme Annexe 2 : Autorisation parentale d'accès à la plateforme (modèle type)	
N° d'homologation Cerfa : aucun	

Dans son discours du 22 mai 2018, le Président de la République a fait des séquences d'observation en milieu professionnel, communément appelées « stages de troisième », une priorité pour les collégiens de classe de troisième scolarisés dans les réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP⁺). En effet, ces élèves ont plus de difficulté à trouver des stages de qualité, faute de réseaux personnels susceptibles de les accueillir ou les orienter vers des secteurs d'activité méconnus d'eux. En ce sens, et en complément des actions engagées au sein des établissements et de celles entreprises par les collectivités et les acteurs économiques, la mise en place d'une bourse de stages dédiée, www.montstagedetroisieme.fr, alimentée pour moitié par les administrations publiques et pour l'autre moitié par le secteur privé, constitue une opportunité pour ces élèves d'accéder à des offres de stage diversifiées et de vivre une expérience de mobilité sociale et culturelle.

Au cours de l'année scolaire 2018/2019, plus de 33.000 stages ont été proposés sur la plateforme à l'échelle nationale, grâce à la mobilisation forte des administrations publiques (17.000 stages proposés) et du secteur privé (environ 16.000 stages). Toutefois, le nombre de ces propositions ayant donné lieu à la réalisation d'une séquence d'observation est demeuré en-deçà des attentes avec moins de 10.000 stages réalisés au cours de l'année scolaire.

Cette plateforme s'inscrit dans le cadre d'une démarche progressive de mobilisation et d'accompagnement des acteurs territoriaux afin de renforcer la diversité et la qualité des séquences d'observation proposées. La circulaire des Ministres du Travail, de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, de l'Action est de Comptes publics, de la Ville et du Logement, réaffirme l'objectif de 30.000 offres de stages et fixe le cadre du dispositif.

L'enjeu majeur de la réussite du dispositif réside désormais dans l'appropriation de la plateforme et son exploitation pédagogique ainsi que dans l'articulation de la séquence d'observation avec le parcours scolaire de l'élève et la construction de son projet de formation et d'orientation.

Pour répondre à ce défi, la plateforme www.monstagedetroisieme évolue : mise en ligne dès juin 2019, elle est désormais en phase avec le calendrier scolaire et permet, grâce à de nouvelles fonctionnalités, d'associer les équipes pédagogiques et éducatives à la recherche de stage et d'assurer ainsi la cohérence avec les démarches engagées au sein des établissements dans la mise en œuvre de la séquence d'observation.

Les stages sont en priorité à destination des élèves de troisième des collèges classés en réseau d'éducation prioritaire renforcée (REP+). Afin de permettre que le maximum de stages soient pourvus, la plateforme sera également accessible dès le début de la campagne aux élèves de troisième des collèges classés en réseau d'éducation prioritaire (REP). Des dérogations seront possibles pour intégrer des collèges situés hors REP mais accueillant des élèves habitant dans les quartiers prioritaires, sous condition d'accord entre la préfecture et les services académiques de l'Éducation nationale.

La présente instruction définit les nouvelles modalités de fonctionnement de la plateforme, rappelle les conditions de réussite de la séquence d'observation en milieu professionnel et fixe le rôle des services de l'État dans le pilotage de cette démarche.

I. Le fonctionnement de la plateforme

La nouvelle plateforme www.monstagedetroisieme.fr a été produite par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) en partenariat avec la Direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'État (DINSIC) et en lien étroit avec la DGESCO.

1. Un outil de pilotage destiné à l'ensemble des personnels de l'établissement

La nouvelle plateforme offre désormais la possibilité pour les équipes pédagogiques et éducatives de se saisir directement de l'outil et d'accompagner ainsi les élèves dans leur séquence d'observation.

Le chef d'établissement initie la démarche en inscrivant son établissement dans la plateforme et en sélectionnant ses périodes de stage. Il dispose d'un tableau de suivi des stages choisis et réalisés pour les élèves de son établissement.

Les offres ne seront accessibles aux élèves qu'après inscription de son établissement par le chef d'établissement. Ce dernier peut solliciter les organismes d'accueil afin que des offres de stage puissent être « réservées » aux élèves de son établissement. Il est par ailleurs invité à proposer à ses partenaires traditionnels de déposer leurs offres de stage sur la plateforme pour une meilleure visibilité

Les stages pourront être proposés de mi-octobre à fin avril. Dans une même aire géographique, les chefs d'établissement veillent à coordonner leur calendrier de stages et à ne pas retenir la même semaine pour faciliter l'accès de leurs élèves aux stages proposés par les entreprises privées et les administrations publiques.

Le professeur principal qui s'inscrit sur la plateforme identifie la classe dont il assume la responsabilité et invite les élèves à s'inscrire. Il dispose via la plateforme d'un tableau de suivi pour ses élèves.

Tout professeur peut s'inscrire et accéder aux mêmes données que le professeur principal.

Les autres membres des équipes pédagogiques, éducatives et administratives du collège (professeur documentaliste, CPE, psychologue de l'éducation nationale, personnel administratif...) peuvent s'inscrire sur la plateforme et accéder aux données de suivi.

De cette manière, l'équipe éducative et pédagogique, et notamment le professeur principal, sera pleinement associée au bon déroulement de la séquence d'observation. Un contact préalable sera établi avec l'organisme d'accueil afin de s'assurer que l'élève est attendu et afin de préparer la visite de stage.

À cet égard, il convient de rappeler que les modalités d'encadrement et de suivi de l'élève doivent obligatoirement faire l'objet d'une convention signée entre l'établissement et l'organisme d'accueil, l'élève et ses représentants légaux : elle sera échangée et signée avant la date de début du stage.

2. Une bourse de stages de qualité à disposition des élèves

Dès le mois de septembre 2019, les élèves peuvent accéder à la plateforme et préparer leur recherche de stage. Les principaux de collège peuvent faire appel aux acteurs associatifs qui sont subventionnés au niveau national ou au niveau départemental. Ces acteurs peuvent apporter une aide aux équipes pédagogiques et éducatives dans la préparation du stage (découverte des codes sociaux dans le monde du travail, recherche de stages pour les élèves les plus en difficulté, découverte de champs professionnels nouveaux...).

La plateforme www.monstagedetroisieme.fr permet d'accéder à des stages individuels ou collectifs. Les stages collectifs pourront être encouragés dans la mesure où ils permettent, dans des conditions bien définies, d'organiser la mobilité des élèves dont les établissements sont très éloignés des lieux de stage.

II. Les conditions d'une séquence d'observation réussie pour les élèves scolarisés en réseau d'éducation prioritaire

1. Préparer la séquence d'observation avec l'élève pour lever les freins à la mobilité

Accessible depuis juin 2019 aux organismes d'accueil publics et privés afin qu'ils puissent y déposer leurs offres de stage, la plateforme sera pleinement opérationnelle à la rentrée scolaire afin que dès le mois de septembre, les équipes enseignantes puissent engager avec les élèves le travail préparatoire à la réalisation de la séquence d'observation.

A terme, l'accès aux offres de stage sera continu et permettra aux équipes pédagogiques de préparer la séquence d'observation et anticiper la recherche de stages dès la classe de 4^e en vue de la réalisation de la séquence dans le courant de l'année de 3^e.

L'ambition de la plateforme est de créer, grâce à la nature et la diversité des offres de stage proposées, les conditions d'une expérience de mobilité sociale et culturelle en permettant aux élèves de trouver un lieu d'observation éloigné de leur périmètre de vie.

Dès lors, la préparation de la séquence d'observation est un moment essentiel qui doit permettre d'encourager les élèves à oser faire le choix de secteurs professionnels méconnus ou étrangers. Il s'agira en particulier d'engager un travail sur les représentations sociales et/ou sexuées que les élèves peuvent manifester à l'égard de certaines filières professionnelles, de déconstruire les éventuels mécanismes

d'auto-censure et lever les appréhensions que peuvent ressentir les élèves résidant dans un quartier enclavé ou un territoire isolé à franchir l'obstacle de l'éloignement.

A cet égard, le chef d'établissement veillera à mobiliser les fonds sociaux afin de lever les éventuelles difficultés financières que pourraient rencontrer les élèves pour se rendre sur leur lieu d'observation.

2. Articuler la séquence d'observation avec les apprentissages

La séquence d'observation en milieu professionnel a pour objectif de développer les connaissances des élèves sur l'environnement technologique, économique et professionnel, en lien avec les programmes d'enseignement. Elle permet de faire l'expérience du monde du travail et de développer des compétences autres que strictement scolaires.

Elle peut constituer un des éléments d'évaluation du socle commun d'appréciation dans le bilan de fin de cycle 4.

Dans ce cadre, la séquence d'observation pourra être suivie d'un temps d'exploitation et/ou de restitution permettant d'établir un lien entre les apprentissages tirés de la période d'observation et la validation du socle commun de compétences, de connaissances et de culture.

3. Inscrire la séquence d'observation dans la politique d'accompagnement à l'orientation de l'établissement

La séquence d'observation doit être l'occasion pour l'élève de réfléchir à la construction de son projet d'orientation scolaire et professionnel.

Par la richesse de ses offres, la plateforme www.monstagedetroisieme.fr permet de repérer des parcours professionnels liés à différents niveaux de formation et de qualification à partir desquels un travail sur l'orientation peut s'engager. La nouvelle fonctionnalité qui permet de trier les offres de stages par secteur d'activité et de faire le lien avec les fiches-métiers et les différentes ressources en ligne de l'ONISEP offre à cet égard de nouvelles potentialités.

De manière générale, les chefs d'établissement devront rechercher la cohérence des différentes actions engagées dans le déploiement de la séquence d'observation, en lien avec les heures dédiées à l'accompagnement à l'orientation. Le concours de la région, en charge du service public de l'orientation, mais également des partenaires associatifs et des entreprises elles-mêmes pourra être sollicité pour accompagner ce travail d'information sur les métiers et d'aide à la construction d'un projet d'orientation.

Il conviendra enfin de rechercher des articulations cohérentes avec les dispositifs d'égalité des chances dont bénéficient éventuellement les élèves de l'établissement, tels que les cordées de la réussite et les parcours d'excellence.

III. L'animation du dispositif

1. Le pilotage national

Le comité national de suivi est piloté par les services du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (CGET). Il inclut les services des ministères en charge de l'Education nationale, de l'Economie et de la Fonction publique.

Il examine l'atteinte des cibles définies au regard des données agrégées par la plateforme www.monstagedetroisieme.fr et les difficultés éventuelles rencontrées. Il suit la mise en œuvre des

partenariats associatifs conclus au niveau national pour l'animation du plan et peut proposer des évolutions.

2. Le pilotage territorial

Le niveau opérationnel est le département, sous le pilotage conjoint du préfet et du directeur académique des services de l'éducation nationale.

Le préfet désigne d'ici le 1^{er} septembre un référent « stage de troisième » chargé du suivi de la mise en œuvre du dispositif à communiquer au CGET à l'adresse suivante : monstagedetroisieme@cget.gouv.fr.

Il informe et mobilise, notamment avec le concours de l'UT DIRECCTE, le réseau local d'entreprises et les réseaux consulaires. Il peut organiser une réunion de mobilisation en y associant les services de l'éducation nationale, les associations conventionnées référentes, les entreprises signataires du PAQTE.

Il anime le réseau des associations partenaires et s'assure de la qualité de la médiation établie entre les élèves, l'établissement et la structure d'accueil. Outre l'appui décrit dans le I. 2., les associations sont particulièrement attendues sur leur capacité à accompagner les organismes d'accueil dans la préparation de la séquence d'observation, à évaluer la qualité des stages proposés et à faire le lien entre l'élève et son établissement, d'une part, et la structure d'accueil, d'autre part.

Il s'assure enfin de la complémentarité entre www.monstagedetroisieme.fr et les démarches locales, en particulier les plateformes de stages, développées par les collectivités territoriales ; il propose à ces collectivités de signer une convention visant à mutualiser les offres disponibles destinées aux élèves scolarisés dans les collèges REP et REP+.

Le directeur académique des services de l'éducation nationale réunit les chefs d'établissement concernés au mois de septembre pour leur présenter le dispositif. Il veille à ce que les périodes retenues par les établissements soient dissociées des semaines qui précèdent les vacances scolaires et à ce que les établissements d'un même territoire réalisent un calendrier partagé afin d'éviter qu'ils ne retiennent la même semaine de stage et faciliter ainsi l'accès de leurs élèves aux stages proposés.

Il communique au recteur et informe le préfet d'éventuelles difficultés locales dans l'atteinte des objectifs fixés.

Le préfet et le directeur académique des services de l'éducation nationale peuvent décider d'être accompagnés dans cette dynamique par un partenaire (acteur associatif, club d'entreprises, etc.) dont ils reconnaissent l'expertise dans l'accompagnement des collèges et/ou des administrations et entreprises.

Le niveau régional est en appui du niveau départemental.

Les représentants de l'État ont accès, via la plateforme, à un tableau de bord régional leur permettant, en temps réel, d'accéder aux indicateurs de pilotage nécessaires :

- nombre de stages déposés ;
- nombre de candidatures déposées par secteur professionnel et par genre ;
- nombre de stages réalisés par secteur professionnel et par genre.

Le préfet de région consolide les remontées pour chaque département, avec l'aide des rectorats. Le préfet de région et les recteurs d'académie veillent à associer les régions chargées du service public régional d'orientation (SPRO) au dispositif ; ils s'assurent de l'adéquation entre l'offre régionale de stages et les cibles départementales, en tenant compte des contraintes d'accessibilité des stages proposés aux collégiens de classe de troisième.

La présente note technique sera publiée sur le site <http://circulaire.legifrance.gouv.fr/>

Fait le 24 juillet 2019

Signé

Jean-Marc HUART
Directeur général de l'enseignement scolaire

Signé

François-Antoine MARIANI
Commissaire général délégué
à l'égalité des territoires,
Directeur de la ville et de la cohésion urbaine

ANNEXE 1

Modalités techniques de prise en main de la plateforme

1. Prise en main de la plateforme par les personnels des collèges

- **Le chef d'établissement** sélectionne sa ville d'exercice et le nom de son collège, renseigne son adresse mail professionnelle et son mot de passe, puis les classes auxquelles il donne accès à la plateforme et la ou les période(s) consacrée(s) aux stages de troisième.

Il invite les professeurs principaux à s'inscrire à leur tour.

Il dispose d'un tableau de suivi qui lui permet d'avoir une visibilité globale de la gestion des stages dans l'établissement.

Il a accès aux données de chacune des classes et de chacun des élèves du collège.

Le chef d'établissement gère les droits d'accès de l'ensemble des personnels de l'établissement.

- **Le professeur principal** qui s'inscrit sur la plateforme identifie la classe dont il assume la responsabilité. Il remet à chaque élève un formulaire d'autorisation parentale d'inscription sur la plateforme et invite tous les élèves à s'inscrire sur l'outil dédié. Une fois qu'il a collecté les autorisations signées il ouvre l'accès de la plateforme à ses élèves et peut les accompagner dans la prise en main de celle-ci.

Il dispose d'un tableau de suivi lui permettant d'avoir une visibilité globale de la gestion des stages dans sa classe et peut à tout instant suivre la situation de chaque élève.

- **Tout professeur** peut s'inscrire et accéder aux mêmes données que le professeur principal.

- **Les autres membres des équipes pédagogiques, éducatives et administratives du collège** (professeur documentaliste, CPE, psychologue de l'éducation nationale, personnel administratif...) peuvent s'inscrire sur la plateforme et avoir accès au même tableau de suivi que le chef d'établissement.

2. Prise en main de la plateforme par les élèves

- **L'inscription des élèves**

Leur inscription implique l'utilisation d'une adresse électronique et d'un mot de passe. Sans autorisation parentale, les élèves ne peuvent accéder à la plateforme.

- **La recherche de stages**

Par défaut, les élèves accèdent à l'ensemble des offres de stage disponibles durant la ou les semaine(s) qui les concernent et dans un périmètre de 60 km autour de leur collège. A partir de la fin du mois de septembre 2019, le chef d'établissement pourra ouvrir ce périmètre à une recherche à l'échelle nationale.

Ils peuvent trier ces offres en fonction de secteurs professionnels qui renvoient aux fiches métiers de l'ONISEP.

- **La candidature**

L'élève dispose d'un CV qu'il peut renseigner en ligne et archiver. Pour chaque offre, l'élève peut renseigner une lettre de motivation adaptée. Ces deux documents peuvent faire l'objet d'un accompagnement en classe. Il candidate directement aux offres de stage par la voie électronique et reçoit ses réponses de la même manière.

Un élève peut candidater à autant d'offres de stages qu'il le souhaite. Lorsqu'une de ses candidatures a été acceptée, ses autres candidatures, pour la semaine concernée, seront automatiquement supprimées.

La plateforme permet à chaque élève de réaliser deux stages dans l'année.

L'élève dispose d'un tableau de suivi qui lui permet à tout moment de suivre et gérer ses candidatures.

ANNEXE 2

Autorisation parentale d'utilisation de la plateforme «Mon stage de Troisième »

«Mon stage de Troisième» est une plateforme nationale destinée à mettre à disposition des élèves de Troisième des collèges REP+ une offre de 30 000 stages de qualité, dans le secteur privé et dans le secteur public.

Afin de permettre à votre enfant d'accéder à cet outil numérique, nous vous prions de remplir l'autorisation parentale située ci-dessous et de la remettre à son professeur principal.

Je soussigné(e)....., représentant légal de l'enfant....., scolarisé dans la classe donne mon autorisation pour que mon enfant s'inscrive sur la plateforme www.monstagedetroisième.fr

Date

Signature